

ST.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE LEGISLATION - WETGEVING - L -
29-10-1990
Transmis à M. <i>Coordinar</i> Overgemaakt aan de H.

L. 20.294/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Coopération au développement, le 17 octobre 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant mesures temporaires en faveur des personnes agréées en qualité de volontaires de la coopération au développement avec le Zaïre", a donné le 22 octobre 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 oktober 1990 door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende tijdelijke maatregelen ten voordele van de personen erkend in de hoedanigheid van vrijwilliger voor de ontwikkelingssamenwerking met Zaïre", heeft op 22 oktober 1990 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

1. Sont visés à la fois l'article 29 de la Constitution et l'article 2, § 1er, de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers. Or, les deux fondements conférerait au texte du projet une portée qu'il n'a pas.

Il ressort des explications fournies par le fonctionnaire délégué que le fondement véritable est la loi du 10 août 1981, avec la conséquence que le projet créera un droit subjectif dont pourront se prévaloir tous les coopérants qui se trouvaient dans les conditions prévues.

La référence à l'article 29 de la Constitution doit donc être omise.

2. L'arrêté royal du 24 septembre 1964 étant visé, la question a été posée au fonctionnaire délégué du champ d'application exact de l'arrêté en projet. Celui-ci, selon la réponse, ne s'appliquera qu'aux coopérants volontaires agréés dans le cadre d'accords bilatéraux (en l'occurrence avec le Zaïre) et non aux coopérants volontaires s'intégrant dans un programme des Nations-Unies, et qui étaient en mission au Zaïre.

L'alinéa 3 du préambule, devenant l'alinéa 2, devrait donc être rédigé comme suit :

.../...

"Vu l'arrêté royal du 24 septembre 1964 relatif aux personnes agréées en qualité de volontaires de la coopération avec les pays en voie de développement, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux des 30 août 1971 et 22 février 1984, l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 8 octobre 1979, 21 octobre 1980 et 27 octobre 1989, l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1980, les articles 6bis et 6ter, y insérés par l'arrêté royal du 10 avril 1969, l'article 6quater, y inséré par l'arrêté royal du 8 octobre 1979 et modifié par l'arrêté royal du 27 octobre 1989, l'article 6quinquies, y inséré par l'arrêté royal du 3 septembre 1974 et modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1979, l'article 6sexies, y inséré par l'arrêté royal du 9 février 1979 et modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1985, l'article 7, les articles 7bis et 7ter, y insérés par l'arrêté royal du 27 octobre 1971 et modifiés par l'arrêté royal du 22 février 1984;"

3. L'alinéa 4, devenant l'alinéa 3, doit être complété par la date de l'accord du Ministre du Budget, soit le 3 octobre 1990.

4. Le proposant doit mentionner le Ministre des Finances et l'arrêté en projet doit porter le contreseing de celui-ci avec le contreseing du Ministre de la Coopération au développement (article 1er de la loi du 10 août 1981).

.../...

DISPOSITIF.Article 1er.

Cet article a une portée rétroactive.

En effet, en application de cette disposition, l'agrément de tous les volontaires agréés pour travailler au Zaïre - qu'ils aient quitté ce pays ou qu'ils y soient restés - prendra fin au plus tard le 30 septembre 1990.

De plus, ceux qui ont quitté le Zaïre avant cette date verront leur agrément prendre fin le lendemain de leur départ du Zaïre.

L'agrément accordé aux volontaires leur confère un droit à l'obtention de divers avantages financiers (allocations, indemnités, remboursement de certains frais ...).

Des déclarations du fonctionnaire délégué, il appert que l'agrément des volontaires visés à l'article 1er en projet n'a pas encore été retiré. Ces volontaires, même s'ils sont restés en Belgique, continuent à bénéficier des avantages liés à l'agrément.

La suppression rétroactive des avantages accordés aux volontaires agréés porte manifestement atteinte à leurs droits acquis.

.../...

Afin d'éviter cette critique, et de l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de rédiger l'article 1er de la manière suivante :

"Article 1er.-

L'agrément des volontaires de la coopération au développement pour accomplir des services au Zaïre, prend fin le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Article 2.

1. Compte tenu notamment de l'observation faite à propos de l'article 1er, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les volontaires visés à l'article 1er, qui ont quitté le Zaïre entre le 22 juin 1990 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ont droit au remboursement des frais de voyage qu'ils ont exposés, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille qui sont à leur charge, en vue de se rendre de l'aéroport le plus proche de leur lieu d'affectation à l'aéroport de Bruxelles-National".

2. A l'alinéa 2, la deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Si le transport des bagages s'est fait par avion, le montant du remboursement ne peut excéder celui du remboursement maximum qui aurait pu être accordé si le transport s'était fait par la voie maritime".

.../...

Article 3.

L'intention des auteurs du projet est d'accorder certains avantages non seulement aux volontaires qui ont quitté le Zaïre pendant la période comprise entre les dates visées à l'article 2, mais aussi aux volontaires qui, étant rentrés en Belgique avant le 22 juin 1990 - pour des motifs de congé ou de maladie par exemple - auraient dû retourner y travailler mais ne l'ont pas pu à la suite des décisions prises en matière de coopération avec le Zaïre.

Par ailleurs, le début de la période transitoire de six mois pendant laquelle les avantages visés à l'article 3, alinéa 1er, sont accordés, doit être déterminé au cas par cas. En effet, cette période ne prendra cours que lorsque chaque intéressé aura cessé de bénéficier des avantages prévus à l'article 6bis de l'arrêté royal du 24 septembre 1964 précité.

Pour traduire ces intentions et de l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de rédiger l'article 3 comme suit :

"Les volontaires visés à l'article 2 et les volontaires qui, ayant quitté le Zaïre avant le 22 juin 1990, auraient dû y retourner après cette date mais en ont été empêchés par les événements, bénéficient pendant une période transitoire de six mois, des avantages prévus à l'article 6 et à l'article 6quater de l'arrêté royal du 24 septembre 1964 relatif aux personnes agréées en qualité

.../...

de volontaires de la coopération avec les pays en voie de développement.

Les avantages ainsi accordés à titre transitoire sont octroyés à l'expiration de la période définie par l'article 6bis de l'arrêté royal du 24 septembre 1964 précité et cessent d'être dus à dater du jour où l'intéressé fait l'objet d'un nouvel agrément ou bénéficie, à un autre titre, d'une rémunération directement ou indirectement à charge des pouvoirs publics belges".

Article 4 (nouveau).

Un article doit être consacré à l'exécutoire. Celui-ci doit mentionner le Ministre des Finances et le Ministre de la Coopération au développement.

Article 4 (devenant l'article 5).

Il convient d'écrire : "Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au Moniteur belge".

AANHEF.

1. Er wordt verwezen, zowel naar artikel 29 van de Grondwet als naar artikel 2, § 1, van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan vreemde Staten. Door die twee rechtsgronden zou aan de tekst van het ontwerp echter een strekking worden gegeven die hij niet heeft.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard is de echte rechtsgrond de wet van 10 augustus 1981, met het gevolg dat het ontwerp een subjectief recht in het leven zal roepen waarop alle ontwikkelingswerkers die zich in de bepaalde toestand bevonden, zich zullen kunnen beroepen.

De verwijzing naar artikel 29 van de Grondwet moet derhalve vervallen.

2. Aangezien wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 24 september 1964, is aan de gemachtigde ambtenaar gevraagd wat de precieze werkingssfeer van het ontworpen besluit is. Er is geantwoord dat het besluit alleen van toepassing zal zijn op de ontwikkelingswerkers-vrijwilligers die erkend zijn in het raam van bilaterale overeenkomsten (in het onderhavige geval met Zaïre) en niet op de ontwikkelingswerkers-vrijwilligers die opgenomen zijn in een programma van de Verenigde Naties, en die uitgezonden waren naar Zaïre.

Het derde lid van de aanhef, dat het tweede lid wordt, zou dus als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 1984 betreffende de personen die worden erkend in de hoedanigheid van vrijwilliger voor de samenwerking met de ontwikkelingslanden, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 augustus 1971 en 22 februari 1984, op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 oktober 1979, 21 oktober 1980 en 27 oktober 1989, op artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 oktober 1980, op de artikelen 6bis en 6ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 april 1989, op artikel 6quater, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1979 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 1989, op artikel 6quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 september 1974 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1979, op artikel 6sexies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 februari 1979 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1985, op artikel 7, op de artikelen 7bis en 7ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 1971 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1984;".

3. Het vierde lid, dat het derde lid wordt, moet worden aangevuld met de datum van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, namelijk 3 oktober 1990.

.../...

4. In het voordrachtformulier moet de Minister van Financiën worden vermeld en het ontworpen besluit moet medeondertekend worden door hem en door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking (artikel 1 van de wet van 10 augustus 1981).

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Dit artikel is een bepaling met terugwerkende kracht.

Overeenkomstig die bepaling eindigt de erkenning van alle vrijwilligers die erkend zijn om in Zaïre te werken - ongeacht of ze dat land verlaten hebben of er gebleven zijn - uiterlijk 30 september 1990.

Bovendien eindigt de erkenning van degenen die Zaïre vóór die datum verlaten hebben, de dag na hun vertrek uit Zaïre.

Door de erkenning ontstaat voor de vrijwilligers een recht op verscheidene financiële voordelen (toelagen, vergoedingen, terugbetaling van bepaalde kosten ...).

Blijkens de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar is de erkenning van de in het ontworpen artikel 1 bedoelde vrijwilligers nog niet ingetrokken. Zelfs wanneer

.../...

die vrijwilligers in België gebleven zijn, blijven zij de voordelen genieten die aan de erkenning verbonden zijn.

Wanneer de voordelen die aan de erkende vrijwilligers zijn verleend met terugwerkende kracht worden ongedaan gemaakt, wordt daarmee kennelijk geraakt aan hun verkregen rechten.

Om dat bezwaar uit de weg te gaan, wordt, in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar, voorgesteld artikel 1 als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

De erkenning van de vrijwilligers voor de ontwikkelingssamenwerking om diensten te verlenen in Zaïre, eindigt de dag waarop dit besluit in werking treedt".

Artikel 2.

1. Inzonderheid gelet op de opmerking in verband met artikel 1, zou het eerste lid beter als volgt worden geredigeerd :

"De in artikel 1 bedoelde vrijwilligers die Zaïre verlaten hebben tussen 22 juni 1990 en de datum waarop dit besluit in werking treedt, hebben recht op terugbetaling van de reiskosten die ze voor zichzelf en voor de leden van hun gezin die te hunnen laste zijn, gemaakt hebben om zich van de luchthaven die het dichtst bij hun plaats van aanwijzing ligt naar de luchthaven Brussel-Nationaal te begeven".

.../...

2. In het tweede lid zou de tweede volzin beter als volgt worden geredigeerd :

"Is het vervoer van het reisgoed per vliegtuig geschied, dan mag het bedrag van de terugbetaling niet hoger zijn dan de maximale terugbetaling die toegekend zou kunnen zijn indien het vervoer over zee was geschied".

Artikel 3.

De stellers van het ontwerp willen bepaalde voordelen toekennen, niet alleen aan de vrijwilligers die Zaïre verlaten hebben gedurende de periode die begrepen ligt tussen de in artikel 2 bedoelde data, maar ook aan de vrijwilligers die vóór 22 juni 1990 naar België teruggekeerd waren - bijvoorbeeld wegens vakantie of ziekte - en naar Zaïre hadden moeten terugkeren om er te werken, maar dat niet gekund hebben als gevolg van de beslissingen die genomen zijn inzake de samenwerking met Zaïre.

Bovendien moet het begin van de overgangsperiode van zes maanden gedurende welke de voordelen bedoeld in artikel 3, eerste lid, toegekend worden, geval voor geval worden bepaald. Die periode zal immers eerst aanvangen wanneer elke betrokkene niet langer de voordelen zal genieten die bepaald zijn in artikel 6bis van het voormelde koninklijk besluit van 24 september 1964.

.../...

Om die bedoelingen weer te geven wordt, in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar, voorgesteld artikel 3 als volgt te redigeren :

"De vrijwilligers, bedoeld in artikel 2, en de vrijwilligers die Zaïre verlaten hebben vóór 22 juni 1990 en er na die datum hadden moeten terugkeren, maar daartoe verhinderd zijn geweest door de gebeurtenissen, genieten gedurende een overgangsperiode van zes maanden de voordelen bedoeld in artikel 6 en in artikel 6quater van het koninklijk besluit van 24 september 1984 betreffende de personen die worden erkend in hoedanigheid van vrijwilliger voor de samenwerking met de ontwikkelingslanden.

De voordelen die aldus voorlopig zijn toegekend, worden verleend na afloop van de periode bepaald in artikel 6bis van het voormelde koninklijk besluit van 24 september 1984 en zijn niet langer verschuldigd vanaf de dag waarop de betrokkene opnieuw erkend wordt of, in een andere hoedanigheid, een bezoldiging krijgt die rechtstreeks of onrechtstreeks ten laste is van de Belgische openbare diensten".

Artikel 4 (nieuw).

Er moet een artikel zijn in verband met de uitvoering. Het moet melding maken van de Minister van Financiën en van de Minister van Ontwikkelingssamenwerking.

.../...

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

Men schrijve : "Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

président,
voorzitter,

R. ANDERSEN,
M. HANOTIAU,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Y. BOUCQUEY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. BOUCQUEY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

P. TAPIE.